
Mandat

Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés et les chaînes de valeur à Madagascar Don pour l'élaboration de projets du STDF (STDF/PPG/575)

Contexte

1. L'agriculture est essentielle à l'économie de Madagascar, où la plupart des ménages pauvres pratiquent une agriculture de subsistance. Les produits agricoles forment une partie importante des exportations. Madagascar est la première exportatrice mondiale de girofles et de vanille. Les litchis et les crustacés font aussi partie des principaux produits exportés par le pays. Il existe un fort potentiel de développement de ces exportations et d'autres produits à haute valeur (par exemple les haricots verts cueillis à la main, l'armoise, le cacao) ainsi que des chaînes de valeur prometteuses pour l'exportation (par exemple les algues, l'holothurie, le crabe) qui stimuleraient la croissance économique et amélioreraient les moyens d'existence dans les zones rurales ainsi que les revenus (Banque mondiale, *Economic Update*, décembre 2016).

2. Néanmoins, Madagascar est confrontée à plusieurs difficultés s'agissant de développer ces chaînes de valeur potentielles à des fins d'exportation, notamment des disparités entre les secteurs public et privé en termes de capacités SPS, la faiblesse des capacités institutionnelles et les ressources limitées.

3. En décembre 2016, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage de Madagascar a présenté une demande pour bénéficier d'un don pour l'élaboration de projets (DEP) du STDF en vue d'établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés dans les chaînes de valeur axées sur l'exportation en utilisant le cadre P-IMA du STDF ("Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés: un cadre pour éclairer et améliorer la prise de décisions dans le domaine SPS").¹ Cette demande de DEP était appuyée par d'autres acteurs gouvernementaux à Madagascar, y compris des membres du Comité national SPS et de la Direction des services vétérinaires. En outre, des membres du secteur privé (par exemple le Ramanandraibe Group, des fournisseurs de services de laboratoire), ainsi que des associations d'industries/d'exportateurs (la Plateforme nationale de la vanille, le Groupement des exportateurs de girofle, le Syndicat des industries de Madagascar) et l'association des consommateurs, etc., ont envoyé des lettres à l'appui de la demande de DEP, qui a été approuvée par le Groupe de travail du STDF en mars 2017.

Objectif et résultats attendus du DEP

4. Le cadre P-IMA fournit une méthode fondée sur les faits pour inciter toutes les parties prenantes concernées à établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS liés à l'accès aux marchés, les besoins étant déterminés sur la base de l'analyse des données et renseignements (quantitatifs et qualitatifs) disponibles. Il offre un processus structuré d'établissement de priorités entre une série de besoins multiples en matière de renforcement des capacités SPS, dans le cas où les ressources disponibles sont insuffisantes pour répondre à tous ces besoins à un moment donné.

5. L'objectif de ce DEP est de permettre – avec le soutien d'un consultant international – aux acteurs des secteurs public et privé concernés d'établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés dans les chaînes de valeur axées sur l'exportation en utilisant le cadre P-IMA du STDF. Ces travaux tiendront compte des conclusions des évaluations des capacités dans le domaine SPS réalisées avec l'outil d'évaluation de la capacité phytosanitaire de la CIPV et l'outil de l'OIE pour l'évaluation des performances des services vétérinaires, ainsi que de toute autre évaluation pertinente portant sur le développement de l'agriculture et des chaînes de valeur (par exemple l'*Economic Update on Madagascar* de la Banque mondiale, décembre 2016). Le DEP devrait aussi compléter et soutenir l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) du Cadre intégré renforcé (CIR) à Madagascar, y compris la mise à jour de l'EDIC (2016) et le projet de catégorie I en cours visant à renforcer les capacités de l'Unité nationale de mise en œuvre.

¹ Voir: www.standardsfacility.org/p-ima.

6. Les travaux menés dans le cadre du DEP devraient tenir compte du "*Cadre de Programmation-Pays (CPP) de Madagascar*"², créé suite à une demande du gouvernement par le biais du le Ministère de l'agriculture en juillet 2012. Élaboré par le gouvernement en collaboration avec la FAO, le CPP définit les mesures prises à moyen terme pour répondre aux besoins dans le secteur agricole et donne une vision stratégique du développement futur du pays. Il est conçu pour servir d'outil de programmation stratégique, pour soutenir la mobilisation de ressources et la gestion basée sur les résultats ainsi que pour faciliter les synergies entre les différentes parties prenantes œuvrant dans les secteurs de compétence de la FAO.

7. Le DEP sera mené en étroite collaboration avec les parties prenantes impliquées dans des projets, en cours et prévus, centrés sur le développement agricole et le commerce à Madagascar afin de repérer, chaque fois que ce sera possible, des possibilités d'éclairer la planification et d'établir des priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS dans le cadre de ces projets. Les activités concernées sont les suivantes:

- Le "Projet de croissance agricole et rurale et de gestion des sols" pour Madagascar (53,27 millions de dollars EU, 2016-2021), soutenu par la Banque mondiale.³ L'objectif de ce projet est d'améliorer la sécurité du régime foncier rural et l'accès aux marchés de ménages agricoles ciblés dans certaines chaînes de valeur agricoles dans les zones du projet, et d'apporter une réponse immédiate et efficace dans des situations de crise ou d'urgence définies. L'une des cinq composantes est consacrée au développement de la chaîne de valeur agro-industrielle.
- Le "*Pôle intégré de croissance*" (PIC), soutenu par la Banque mondiale.
- Le projet "Madagascar: renforcement des capacités statistiques" (35 millions de dollars EU, 2017-2022)⁴, soutenu par la Banque mondiale. Ce projet vise à renforcer la capacité de l'Institut national de la statistique (INSTAT) à produire des statistiques de qualité et à améliorer ses pratiques de diffusion des statistiques. Les travaux relatifs au P-IMA sont liés à la deuxième composante de ce projet de la Banque mondiale concernant la collecte, l'analyse et la diffusion des données en vue de faciliter l'élimination des disparités critiques en matière de données et d'améliorer l'accessibilité des données et les pratiques de diffusion.
- Le Programme indicatif national 2014-2020 pour Madagascar, dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), qui vise à atteindre l'objectif global de lutte contre la pauvreté en relançant une croissance durable et inclusive.⁵ Il est doté d'un montant total de 518 millions d'euros et aligné sur les priorités du gouvernement concernant trois grands secteurs: i) la gouvernance et le renforcement des politiques publiques; ii) les infrastructures au service du développement économique, et iii) le développement rural, y compris la promotion d'un secteur agricole durable et compétitif et le renforcement de la résilience des personnes vulnérables.
- Le projet WINDRA, soutenu par l'UE.
- Les activités appuyées par le COLEACP.
- Tout autre projet pertinent, en cours ou prévu.

8. En outre, des efforts seront réalisés en vue de mobiliser des synergies avec les travaux en cours dans les cadres nationaux consacrés au développement agricole, au commerce et au changement climatique, notamment avec le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), afin d'intégrer les investissements SPS dans des cadres de planification plus larges.

9. Le coordonnateur SPS du COMESA sera tenu informé de la mise en œuvre et des résultats du DEP afin de repérer et d'assurer des synergies avec un projet régional, demandé par le

² Voir: <http://www.fao.org/3/a-bp622f.pdf>.

³ Voir: <http://projects.worldbank.org/P151469?lang=en>.

⁴ Voir: <http://projects.worldbank.org/P160071?lang=en>.

⁵ Voir: https://ec.europa.eu/europeaid/countries/madagascar_en.

Secrétariat du COMESA et approuvé par le Secrétariat du STDF les 30-31 octobre 2017, visant à utiliser le P-IMA dans certains États membres du COMESA pour intégrer les investissements SPS dans les cadres nationaux de planification et de financement en lien avec l'agriculture, le commerce, l'environnement et le changement climatique.⁶

10. L'utilisation du cadre P-IMA à Madagascar devrait générer des renseignements permettant de soutenir le renforcement des capacités SPS dans les chaînes de valeur clés pour l'exportation sur les marchés régionaux/internationaux, aider à sensibiliser les secteurs public et privé aux avantages découlant des investissements dans le renforcement des capacités SPS, et soutenir la collecte de fonds. Elle devrait également appuyer l'élaboration d'un plan d'action SPS national, faciliter le dialogue entre le gouvernement et le secteur privé au sujet des priorités en matière d'investissement SPS et éclairer la prise de décisions des membres du Comité national SPS, des dirigeants politiques, des partenaires de développement et des donateurs. On escompte aussi qu'elle permettra de définir des moyens d'intégrer les investissements SPS dans des cadres nationaux de planification et de financement plus larges en lien avec l'agriculture, le commerce, l'environnement et le changement climatique.

11. Le DEP aboutira aux résultats concrets suivants:

- Un rapport détaillé qui analyse les options d'investissement dans le domaine SPS pour les chaînes de valeur axées sur l'exportation à Madagascar et les classe par ordre de priorité. Outre le fait de présenter et d'analyser l'établissement de priorités en matière d'investissement SPS, ce rapport devrait décrire la procédure suivie, les expériences et défis (le cas échéant), les données d'expérience en ce qui concerne la création de liens et de synergies avec les outils d'évaluation des capacités SPS (PVS, ECP) et toute autre initiative dans ce domaine. Ce rapport devrait également contenir des renseignements et une description concernant les efforts destinés à intégrer les investissements SPS dans les cadres plus larges de planification et de financement en lien avec l'agriculture, le commerce, la facilitation des échanges, l'environnement et/ou le changement climatique. D'autres renseignements pertinents, notamment une bibliographie des documents consultés, une liste des participants aux ateliers réunissant les parties prenantes, etc., devraient être insérés en annexe. Les documents et rapports pertinents devraient être transmis au Secrétariat du STDF pour être inclus dans la bibliothèque virtuelle du STDF.
- Un bref récit d'expérience décrivant les expériences et résultats globaux des activités relevant du P-IMA à Madagascar, sur lequel s'appuiera le compte rendu des résultats du DEP du STDF.

Mise en œuvre du DEP

12. Le DEP sera géré et mis en œuvre par un consultant international, en étroite coopération avec une petite équipe de fonctionnaires des autorités gouvernementales pertinentes s'occupant de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux, du commerce, etc. D'autres acteurs gouvernementaux concernés (y compris le comité national SPS), les autorités chargées du commerce, de la planification et des finances, ainsi que l'Unité nationale de mise en œuvre du CIR, le coordonnateur du PDDAA, etc.) seront activement consultés et associés à ce travail. En outre, des efforts seront entrepris en vue de favoriser la participation active des représentants de l'industrie et du secteur privé, des instituts universitaires/de recherche/de politique, ainsi que des partenaires de développement et des donateurs intéressés par le renforcement des capacités SPS, le développement agricole et le commerce à Madagascar.

13. Les travaux de collecte et d'analyse des données suivront les étapes présentées dans le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA.⁷ Comme l'indique ce guide, les travaux devraient faire le point et prendre appui sur les conclusions et recommandations des précédentes évaluations des capacités SPS, notamment l'outil ECP de la CIPV (2017) et l'outil PVS de l'OIE (2013), ainsi que sur toutes les autres évaluations, données et informations disponibles concernant les questions SPS et le commerce des produits agricoles.

⁶ Le Groupe de travail du STDF devrait prendre une décision au sujet de la demande de projet régional du COMESA les 30-31 octobre 2017.

⁷ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/priorit%C3%A9s-P-IMA>.

14. Les travaux fourniront une analyse et des éléments de preuve permettant de lier et d'intégrer les investissements SPS axés sur l'exportation dans les chaînes de valeur clés aux objectifs de politique nationale (à savoir la productivité agricole, la réduction de la pauvreté, le commerce, le changement climatique, etc.). Cette analyse et ces éléments de preuve serviront de base à une stratégie nationale visant à renforcer les capacités SPS et à promouvoir les échanges. Ils pourront également aider à mobiliser des ressources additionnelles pour le renforcement des capacités SPS et à améliorer la coordination dans l'élaboration des politiques en matière d'agriculture et de commerce.

Rôle attendu du Ministère de l'agriculture et de l'élevage

15. Afin de soutenir les travaux dans le cadre du DEP, il est attendu du Ministère de l'agriculture et de l'élevage qu'il:

- fournisse des copies des rapports ECP et PVS au consultant international à titre informatif;
- recense et fournisse des copies de tout autre rapport, évaluation, étude, document de projet, etc. pertinent consacré au développement agricole, aux chaînes de valeur ou au commerce, qui pourrait être utile pour les travaux relevant du P-IMA;
- désigne et mette à disposition un petit groupe de hauts fonctionnaires gouvernementaux (notamment des fonctionnaires ayant des responsabilités dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux et du commerce) qui travaillera avec le consultant international et appuiera activement les procédures de collecte et d'analyse des données pour le P-IMA;
- assure la liaison avec les parties prenantes concernées au niveau national en ce qui concerne le DEP et établisse des priorités en matière d'investissement SPS, en incluant les autorités gouvernementales (Ministère du commerce, Ministère des finances, Unité nationale de mise en œuvre du CIR, coordonnateur du PDDAA, etc.), le secteur privé, les universités, les donateurs, les partenaires de développement, etc.;
- soutienne l'organisation d'ateliers à l'intention des acteurs du P-IMA ainsi que d'autres réunions;
- procède à un examen technique et fasse part de ses observations au sujet du projet de rapport sur le P-IMA.

Rôle du consultant international

16. Le consultant international dirigera et facilitera l'utilisation du cadre P-IMA en étroite collaboration avec une petite équipe de fonctionnaires nationaux et en coopération avec toutes les autres parties prenantes concernées (y compris les autorités gouvernementales pertinentes, le secteur privé, les instituts universitaires/de politique, les partenaires de développement, les donateurs, etc.).

17. Le consultant international exécutera les activités suivantes:

- i. Rassembler et examiner les documents, évaluations et rapports pertinents qui pourraient éclairer l'analyse du P-IMA. Il s'agira notamment des évaluations ECP et PVS, de la mise à jour de l'EDIC (2015) ainsi que des documents relatifs aux projets récents/en cours/prévus concernant le renforcement des capacités SPS, les chaînes de valeur agro-alimentaires et/ou le commerce.
- ii. Débattre de l'utilisation et des avantages potentiels du cadre P-IMA avec les parties prenantes concernées, y compris:
 - les autorités gouvernementales: le comité national SPS, le Ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage (MPAE) y compris la Direction des Services vétérinaires, le Ministère des ressources halieutiques et de la pêche, y compris

l'autorité sanitaire halieutique, les autorités compétentes en charge des questions SPS, le Ministère du commerce, l'UNMO du CIR, le Ministère des finances, le Ministère de la planification, etc.;

- les parties prenantes du secteur privé ayant un intérêt dans la production et l'exportation de produits agricoles, notamment le syndicat des industries de Madagascar (SIM), le Consortium des laboratoires agroalimentaires de Madagascar (CLAM), la Plateforme nationale de la vanille, le Groupement des exportateurs de girofle de Madagascar, etc.;
 - les représentants des organisations internationales pertinentes, les partenaires de développement et les donateurs ayant un intérêt pour le renforcement des capacités SPS, le développement agricole, les chaînes de valeur et/ou le commerce, notamment la BAfD, l'UE, la FAO, la SFI, l'ITC, la Banque mondiale, la France, l'USAID, etc.;
 - tout autre acteur concerné de la société civile, des milieux universitaires et de la recherche, y compris le Groupe d'action et de réflexion pour la défense des usagers et des consommateurs (Garduc), etc.
- iii. Former un groupe restreint de fonctionnaires gouvernementaux et d'autres acteurs pertinents à l'utilisation du cadre P-IMA et du logiciel D-Sight pour leur permettre d'utiliser et de réappliquer le cadre P-IMA de manière indépendante dans le futur.
- iv. Faciliter l'organisation d'ateliers d'une journée à l'intention des parties prenantes (avec la participation des acteurs pertinents des secteurs public et privé, des milieux universitaires/de la recherche, des partenaires du STDF, des donateurs et d'autres acteurs concernés) afin de présenter le cadre P-IMA et de définir des possibilités d'investissement SPS dans des chaînes de valeur axées sur l'exportation à inclure dans l'analyse, d'examiner et de déterminer les critères de décision et les éléments à prendre en compte pour établir les priorités. Pour définir la portée de la décision concernant les priorités et les possibilités d'investissement à inclure, le consultant veillera à s'entourer de spécialistes compétents des organismes publics nationaux, ainsi que des partenaires concernés du STDF (notamment la FAO et la Banque mondiale), afin de s'assurer que les compétences les plus appropriées soient disponibles pour appuyer la réalisation des travaux.
- v. Soutenir et guider l'équipe locale dans la collecte, l'examen, et la compilation de données afin de créer des fiches d'information pour chaque option d'investissement dans des capacités SPS figurant dans l'analyse P-IMA, et dans l'utilisation du logiciel D-Sight en vue de définir l'ordre de priorité des options d'investissement dans le domaine SPS.
- vi. Lors de la compilation des fiches d'information, tenir compte du rôle des femmes (et d'autres groupes vulnérables) dans différentes chaînes de valeur (en tant que productrices, transformatrices, employées de PME, etc.) et de la manière dont elles pourraient tirer parti des investissements SPS ciblant l'accès aux marchés, ainsi que de l'impact potentiel des investissements SPS sur l'environnement.
- vii. Préparer un projet de rapport établissant des priorités entre les options d'investissement SPS pour les chaînes de valeur axées sur l'exportation à Madagascar. Dans ce rapport, le consultant s'attachera aussi à établir des priorités par catégorie en matière d'investissements (c'est-à-dire en séparant les investissements consacrés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, à la préservation des végétaux et à la santé des animaux). Faciliter la tenue d'un atelier à l'intention des parties prenantes pour présenter et examiner les conclusions initiales de l'analyse P-IMA avec les acteurs clés (gouvernement, secteur privé, partenaires de développement, donateurs, milieux universitaires, etc.), recueillir des observations en retour, répondre aux questions ou préoccupations et valider l'analyse et le projet de rapport.

-
- viii. Mener à bien des travaux d'analyse afin d'examiner les cadres nationaux et les documents de planification en lien avec l'agriculture, le commerce, l'environnement, etc. au regard des grandes priorités se dégageant de l'analyse P-IMA afin de repérer les déficits de financement et de recenser les options possibles pour intégrer les priorités SPS dans les cadres nationaux de politique et d'investissement.
- ix. Aider concrètement le coordonnateur SPS national et le Comité national SPS à s'appuyer sur les résultats des travaux du P-IMA pour mettre au point un plan d'action SPS national.
- x. Rencontrer les fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau des ministères de l'agriculture (y compris le coordonnateur national du PDDAA), du commerce (y compris l'UNMO du CIR) et des finances, les partenaires de développement et les donateurs, ainsi que le Comité national SPS, pour débattre de la manière dont l'établissement des priorités SPS découlant de l'analyse P-IMA peut être utilisé en pratique pour éclairer la planification et la prise de décisions, y compris pour ce qui est d'intégrer les investissements dans le domaine SPS dans des cadres nationaux de planification et de financement plus larges centrés sur l'agriculture, le commerce, l'environnement et le changement climatique, ainsi que l'affectation des ressources. Ces débats devraient traiter des aspects ci-après et être étayés par de nombreux documents afin de faciliter le suivi:
- i. les possibilités d'intégration des priorités SPS identifiées dans les cadres nationaux de politique/planification pour le développement agricole (y compris le PDDAA, le Plan d'investissement agricole national), ainsi que tout cadre financier et programmatique global pour le commerce, l'environnement/le changement climatique, etc.;
 - ii. les liens avec la mise à jour de l'EDIC, y compris les possibilités d'utilisation des conclusions de l'analyse P-IMA pour établir les priorités en matière d'investissements SPS dans l'EDIC (sur la base de la recommandation de la note d'information du STDF/CIR sur le renforcement des composantes SPS des EDIC);
 - iii. l'utilisation des conclusions de l'analyse P-IMA pour mettre en place une stratégie SPS nationale et des propositions de projet ciblées centrées sur certaines des priorités SPS identifiées;
 - iv. la possibilité d'utiliser l'analyse P-IMA pour éclairer les décisions du gouvernement en matière d'affectation des ressources et/ou pour mobiliser des ressources supplémentaires auprès des donateurs.
- xi. Participer à des réunions de bilan avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Comité national SPS et le Ministère du commerce afin d'examiner le rapport P-IMA ainsi que la manière: i) d'utiliser les renseignements générés pour élaborer un plan d'action stratégique de mise en œuvre des mesures SPS à Madagascar, qui permettra aux organismes gouvernementaux pertinents de s'acquitter efficacement de leur mandat et de répondre aux besoins du secteur privé en matière de facilitation des échanges et de respect des prescriptions SPS; ii) d'éclairer le gouvernement, ainsi que les donateurs et les partenaires de développement, en ce qui concerne l'affectation des ressources; et iii) de reproduire et d'"institutionnaliser" l'approche P-IMA dans les procédures de prise de décisions au sein du gouvernement.
- xii. Réexaminer et finaliser les rapports attestant de l'utilisation du cadre P-IMA à Madagascar.
- xiii. Préparer un bref récit d'expérience (1-2 pages) mettant en évidence le processus, les expériences, les défis, les résultats, etc. liés à l'utilisation du cadre P-IMA à Madagascar, et indiquant comment l'analyse et les conclusions seront utilisées, entre autres, pour éclairer la planification d'autres cadres nationaux connexes en matière d'agriculture, de commerce, etc.

- xiv. Compiler systématiquement tous les renseignements pertinents (en anglais et/ou en français), y compris les évaluations, les rapports de projet, les études des chaînes de valeur, etc., qui ont été désignés, lors de la mise en œuvre du DEP, pour être inclus dans la librairie virtuelle du STDF.
- xv. Préparer un bref rapport décrivant l'ensemble des travaux menés dans le cadre du DEP, y compris les produits obtenus, les résultats, tout problème ou défi rencontré, les enseignements tirés et les données d'expérience.
- xvi. Au cours du DEP, tenir le Secrétariat du STDF régulièrement informé des progrès accomplis.

18. Le consultant international peut recruter un consultant national ayant des compétences en économie et en analyse de données, si nécessaire, afin d'appuyer l'analyse P-IMA (voir mandat à l'appendice 1).

Calendrier

19. L'activité devrait débuter le 20 novembre 2017 pour s'achever d'ici à la fin de juin 2018.

Appendice 1: Profil du consultant international

Qualifications/Compétences requises

- Diplôme en économie agricole, en commerce international, ou dans un domaine apparenté.
- Environ sept ans d'expérience professionnelle dans le domaine SPS dans des pays en développement, y compris des connaissances et des compétences correspondant aux conditions requises pour satisfaire aux prescriptions SPS afin d'obtenir et de conserver un accès aux marchés.
- Connaissance ou expérience de l'utilisation des méthodologies d'analyse économique pour éclairer les processus de prise de décisions, idéalement dans le domaine des politiques agricoles/commerciales.
- Intérêt et motivation pour apprendre à utiliser le cadre P-IMA (établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés) et pour l'appliquer à Madagascar.
- Connaissance et expérience de la collaboration avec les parties prenantes des secteurs public et privé impliquées dans des projets visant à renforcer les capacités SPS, développer l'agriculture/les chaînes de valeur et promouvoir les échanges.
- Capacité à travailler avec diverses parties prenantes des secteurs public et privé dans un environnement multiculturel et d'apporter des contributions en respectant des délais serrés.
- Excellentes compétences en matière d'analyse et de communication (y compris des compétences rédactionnelles).
- Des compétences en matière de facilitation, y compris une expérience préalable de l'organisation d'ateliers multipartites, serait un atout.
- Connaissance pratique de l'anglais et du français.

Mandat du consultant national

Un consultant national peut être engagé comme sous-traitant afin de soutenir la mise en œuvre des travaux menés dans le cadre de ce DEP.

Le consultant national devra :

- aider à identifier, rassembler et examiner les documents, évaluations et rapports pertinents qui pourraient éclairer l'analyse P-IMA. Il s'agira notamment des évaluations ECP et PVS, de la mise à jour de l'EDIC (2015) ainsi que de tout autre document relatif aux projets récents/en cours/prévus concernant le renforcement des capacités SPS, les chaînes de valeur agro-alimentaires, l'agriculture et/ou le commerce;
- informer les parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, des milieux universitaires et de la recherche au sujet de l'analyse P-IMA et prévoir des réunions pour que le consultant du STDF les informe des travaux prévus et sollicite leur engagement et leurs contributions;
- aider à l'organisation d'un atelier d'une journée à l'intention des parties prenantes (secteur public/privé, milieux universitaires/de la recherche, donateurs, etc.) et à l'établissement d'un rapport à l'issue de l'atelier afin de présenter le cadre P-IMA et d'identifier des options d'investissement dans le domaine SPS pour les chaînes de valeur axées sur l'exportation, d'examiner les critères de décision et les éléments à prendre en compte, etc.;
- assister l'équipe locale dans la collecte et l'analyse des données et renseignements (y compris l'utilisation du logiciel D-Sight), pour compiler les projets de fiches d'information concernant les options de renforcement des capacités incluses dans l'analyse, etc.;
- apporter un soutien à la réalisation des travaux d'analyse afin d'examiner les cadres nationaux et les documents de planification en lien avec l'agriculture, le commerce, l'environnement, etc. au regard des grandes priorités se dégageant de l'analyse P-IMA;
- apporter toute autre assistance nécessaire au consultant du STDF.

Qualifications/Compétences

- Diplôme en économie agricole, en statistiques ou dans un domaine apparenté.
 - Environ cinq ans d'expérience pertinente, y compris en matière de travaux d'analyse quantitative/de données.
 - Connaissance et expérience de la collaboration avec les parties prenantes des secteurs public et privé impliquées dans des projets de renforcement des capacités visant l'agriculture et/ou le commerce. Intérêt et motivation pour apprendre à utiliser le cadre P-IMA (établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés) et pour aider à l'appliquer à Madagascar.
 - Excellentes compétences en matière d'analyse et de communication.
 - Connaissance pratique de l'anglais et du français.
-